



Les objectifs stratégiques de la Russie dans l'Arctique

Katarzyna Zysk

TRADUCTION **Valentine Deville-Fradin**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/3 Automne**, PAGES 37 À 47

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677202

DOI 10.3917/pe.173.0037

Date de mise en ligne : 06/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-3-page-37?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les objectifs stratégiques de la Russie dans l'Arctique

Par **Katarzyna Zysk**

Katarzyna Zysk est professeur associé au Norwegian Institute for Defence Studies d'Oslo.

Traduit de l'anglais par Valentine Deville-Fradin.

Depuis une décennie, l'intérêt de la Russie pour l'Arctique s'est développé. Des projets économiques ont vu le jour, en particulier dans le domaine énergétique et en matière de transport maritime. Cette région – qui héberge la plus grande part de l'arsenal nucléaire russe – est importante pour Moscou sur le plan militaire. Si des tensions avec d'autres États arctiques ne sont pas à exclure, la Russie a intérêt à maintenir une stabilité propice au développement économique.

politique étrangère

L'Arctique occupe depuis une dizaine d'années une place de choix dans les priorités du gouvernement russe, ce qui n'était pas le cas pendant la majeure partie des années post-guerre froide. Si les autorités de cette époque en reconnaissaient l'importance, leurs déclarations, celle de 2001 par exemple, n'étaient pas pour autant suivies d'effets¹. Quelques années plus tard, l'attention croissante suscitée par la région à l'échelon national et international provoqua le regain d'intérêt des Russes.

Moscou produit alors une série de documents stratégiques, dont les Principes Fondamentaux de la politique d'État de la Fédération de Russie dans l'Arctique à l'horizon 2020 – document de 2008 définissant intérêts et objectifs politiques du pays –, suivi de la Stratégie pour le développement de l'Arctique russe et pour la sécurité nationale à

1. Gouvernement de la Fédération de Russie, « Osnovy gosudarstvennoi politiki Rossijskoj Federatsii v Arktike », Moscou, 14 juin 2001, disponible sur : <www.sci.aha.ru>, V. Popov, « Zakondatelnoe obespechenie natsionalnoi morskoi politiki i ekonomicheskoi deyatel'nosti v Arktike », *Morskoi sbornik*, n° 9, septembre 2006 et Groupe de travail du Présidium du Conseil d'État de la Fédération de Russie sur la politique à l'égard des territoires du Nord de la Fédération de Russie, « Enjeux de sécurité nationale dans les territoires du Nord », 2004.

l'horizon 2020². Cette stratégie, adoptée en février 2013, est assortie d'un plan de mise en œuvre en octobre 2013. La région arctique figure également dans plusieurs autres documents stratégiques consacrés au développement socio-économique ou aux politiques de transport et d'énergie, pour n'en citer que quelques-uns³.

Ces documents le soulignent, les politiques et intérêts russes dans l'Arctique sont complexes et multidimensionnels ; ils reflètent une large palette de priorités et d'objectifs qui semblent parfois contradictoires, voire incompatibles. Certains ciblent explicitement et exclusivement la région, d'autres s'inscrivent dans le contexte plus général des intérêts nationaux de la Russie et de ses relations internationales. L'objectif stratégique ultime de ces politiques étant de maintenir la position de la Russie comme principale puissance arctique.

Les objectifs économiques de Moscou

L'intérêt grandissant de la Russie pour l'Arctique, en particulier depuis une décennie, s'explique d'abord par la perspective de revenus considérables : la région est vue comme un important réservoir de ressources naturelles, notamment de réserves énergétiques et de minéraux convoités. En plus d'offrir de riches pêcheries et de constituer une nouvelle frontière pour un secteur touristique en plein essor, le passage du Nord-Est (*Northern Sea Route* – NSR) pourrait en outre devenir une voie de communication stratégique entre l'Europe et l'Asie. Entre 11 % et 20 % du PIB de la Russie, et 20 % et 22 % de ses exportations totales, sont d'ores et déjà générés au-delà du cercle polaire arctique⁴. L'un des objectifs essentiels de la décennie écoulée a été d'augmenter cette part rapidement, pour faire de cette région «le principal réservoir stratégique de ressources naturelles» de la Russie d'ici 2020. Selon le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement et le ministère de l'Énergie, le plateau continental arctique pourrait compenser la baisse rapide de la production énergétique des gisements actuellement exploités, à pré-

2. Gouvernement de la Fédération de Russie, « Osnovy gosudarstvennoi politiki Rossiiskoi Federatsii v Arktike na period do 2020 goda i dalneishuyu perspektivu », 18 septembre 2008 et Commission d'État pour le développement de l'Arctique, « Strategiya razvitiya Arkticheskoi zony Rossiiskoi Federatsii i obespecheniya natsional'noi bezopasnosti na period do 2020 goda », 20 février 2013.

3. Ministère du Développement économique et du Commerce, « Kontseptsiya dolgostrochnogo sotsialo-ekonomicheskogo razvitiya Rossiiskoi Federatsii na period do 2020 goda », 17 novembre 2008, « Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2030 goda », novembre 2009 et V. Poutine, « O razvitiy infrastrukтуры morskogo transporta v Rossiiskoi Federatsii », Mourmansk, 2 mai 2007.

4. Les chiffres officiels varient en fonction des régions prises en compte. Dimitri Medvedev, discours à la réunion du Conseil de sécurité russe sur la protection des intérêts nationaux de la Russie dans l'Arctique, 17 septembre 2008.

voir dans les 20 ans à venir⁵. L'Arctique est donc perçu comme garant du développement futur du pays, et de la position internationale de la Russie comme fournisseur incontournable d'énergie.

Des évaluations optimistes du potentiel en hydrocarbures de l'Arctique, conjuguées à des prix de l'énergie record jusqu'en 2008, ont certainement contribué à inciter la Russie à se tourner vers le Nord. Elle détient en effet la plus grande part des ressources de l'Arctique, à la fois sur terre et sur le plateau continental, ainsi que le plus grand potentiel de ressources à découvrir⁶. Les réserves énergétiques totales dans l'Arctique russe dépasseraient les 1 600 milliards de tonnes, alors que le plateau continental recèle près d'un quart de l'ensemble des ressources en hydrocarbures du plateau continental mondial⁷. Le sous-sol est en outre riche de réserves de métaux et de minéraux stratégiques comme le nickel, le cuivre, le cobalt, l'or, les diamants et les apatites.

Un sous-sol riche en métaux et minéraux stratégiques

L'objectif d'une transformation rapide de l'Arctique en un nouveau réservoir de ressources pour la Russie s'est néanmoins avéré trop optimiste, comme les autorités elles-mêmes semblent l'avoir admis⁸. Cela tient à plusieurs raisons. Tout d'abord, les chiffres sur les réserves connues et récupérables dans l'Arctique sont incertains⁹, et leur exploitation serait coûteuse, dangereuse et extrêmement exigeante sur le plan technologique. De plus, certaines politiques de l'État ont entravé le développement plus qu'elles ne l'ont encouragé. La Loi de 2008 sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, par exemple, a favorisé l'exploitation du plateau par les compagnies pétrolières nationales (Gazprom, Rosneft, Zarubezhneft) et interdit l'accès à d'autres¹⁰. Mais l'engagement initial de ces compagnies a été plutôt limité, et n'a

5. V. Soldatkin, « Gazprom Close to Obtaining Arctic Oil Tax Breaks », *Reuters*, 13 décembre 2011, disponible sur : <www.reuters.com>.

6. Kenneth J. Bird *et al.*, « Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle », *U.S. Geological Survey*, juillet 2008, disponible sur : <<https://pubs.usgs.gov>>.

7. Réunion du Conseil de sécurité sur la politique d'État dans l'Arctique, Moscou, 22 avril 2014, présidence de la Russie, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru>>.

8. « Trutnev : Polnyi tsykl osvoeniya shel'fa v Arktike mozhet zanimat '25 let », *RIA Novosti*, 15 septembre 2010, disponible sur : <<https://ria.ru>> et A. Staalesen, « A New Barents Oil and Gas Province », *The Barents Observer*, 21 septembre 2010, disponible sur : <<http://barentsobserver.com>>.

9. Discours du ministre Sergueï Donskoï, 15 janvier 2013, communiqué de presse du 16 janvier 2013, ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, disponible sur : <www.mnr.gov.ru>.

10. Service fédéral russe de lutte contre les monopoles, « Procedures for Foreign Investments in the Business Entities of Strategic Importance for Russian National Defence and State Security », loi fédérale n° 57, 29 avril 2008, disponible sur : <<http://en.fas.gov.ru>>.

progressé que graduellement, sous forte pression du gouvernement¹¹. Le président Poutine a lui-même reconnu que la législation pourrait avoir ralenti le développement¹². Les autorités russes ont cependant pris d'autres mesures pour faciliter les progrès, en approuvant par exemple une loi de réforme fiscale pour les projets concernant le plateau continental, mais les résultats ont été plutôt médiocres.

La Russie ne dispose pas à elle seule des capacités financières, technologiques et industrielles suffisantes pour explorer efficacement les ressources énergétiques du plateau. Le lent développement du champ pétrolier de Prirazlomnoye, dans la mer de Pechora, a bien montré l'ampleur des difficultés. La production a finalement commencé en 2013 – la construction de la plate-forme avait débuté en 1995 –, et quatre millions de tonnes de pétrole ont été livrées aux marchés. En mai 2017, il était toutefois encore le seul champ *offshore* arctique exploité en Russie¹³.

Pour atteindre ses ambitieux objectifs de développement économique, la Russie doit donc travailler avec des partenaires privés russes et étrangers. Mais l'Arctique n'est pas à l'abri des répercussions de la situation économique et politique mondiale. Le développement du pétrole et du gaz de schiste, couplé à une demande faiblissant en Asie, a contribué à faire baisser les prix sur le marché de l'énergie, ce qui a nui au développement de l'Arctique. L'économie russe stagne, durement touchée par la crise de 2008 et la chute du prix des matières premières. La situation a été encore aggravée par plusieurs séries de sanctions occidentales et de contre-sanctions russes, déclenchées par la guerre en Ukraine. L'économie russe est entrée en 2014 dans une phase de légère récession, pour se contracter ensuite de 3,7 % en 2015. Des signes de reprise se sont manifestés en 2017¹⁴, mais les sanctions occidentales empêchent toujours la Russie d'accéder aux marchés financiers internationaux et à des ressources technologiques clés, telles celles qui permettent l'exploitation *offshore*. Certains projets dans l'Arctique progressent par conséquent au

11. A. Moe, «Russian and Norwegian Petroleum Strategies in the Barents Sea», *Arctic Review on Law and Politics*, vol. 1, n° 2, 2010, p. 230, disponible sur : <www.norskoljeoggass.no>, A. Chepoï, «Doma ofitserov sokhranyat svoi profil», *Na strazhe Zapoliariya*, 12 février 2012 et V. Soldatkin, «Gazprom Close to Obtaining Arctic Oil Tax Breaks», *op. cit.*

12. Vladimir Poutine cité dans «Gosdumu pribilo k shel'fu», *Kommersant*, 12 décembre 2012, disponible sur : <www.kommersant.ru>.

13. A. Staalesen, «4 Million Tons of Russian Offshore Arctic Oil», *The Independent Barents Observer*, 11 avril 2017, disponible sur : <<https://thebarentsobserver.com>> et A. Moe, «Russian and Norwegian Petroleum Strategies in the Barents Sea», *op. cit.*

14. *Consultation with the Russian Federation*, Fonds monétaire international, juillet 2016 et *Russia Economic Report*, The World Bank, n° 32 (2014), n° 36 (2016) et n° 37 (2017).

ralenti, tandis que d'autres sont gelés¹⁵. À moins que les marchés mondiaux de l'énergie connaissent un bouleversement majeur, et que les sanctions soient levées, il est peu probable que l'exploitation *offshore* dans l'Arctique dépasse dans un avenir proche le stade embryonnaire. À plus long terme, l'essor des sources d'énergie alternatives, et la production dans des régions où les coûts sont moindres, pourraient compliquer encore les objectifs russes¹⁶.

L'autre projet-phare de la Russie, la NSR, n'a pas non plus avancé selon les prévisions. Le ministère des Transports prévoyait en 2011 que 64 millions de tonnes de marchandises transiteraient par cette route d'ici 2020, et 85 millions de tonnes d'ici 2030¹⁷. Les chiffres ont largement été revus à la baisse quelques années plus tard : le ministre adjoint des Transports Viktor Olerskii reconnaissait en décembre 2013 qu'il était désormais « à 100 % certain » que la NSR ne deviendrait pas une alternative au canal de Suez¹⁸. En effet, après une période initiale de croissance amorcée en 2009, le trafic atteignait les 71 transits et 1,3 million de tonnes en 2013. L'année suivante, la tendance s'inversait. La fréquentation retombait en 2015 à 18 passages et moins de 100 000 tonnes, puis 19 transits et 214 500 tonnes en 2016¹⁹, en dépit de la dépréciation du rouble qui faisait chuter de moitié les frais d'assistance des brise-glaces russes. La forte baisse de fréquentation de la NSR est en partie liée à la tendance baissière de l'économie mondiale, avec notamment un affaiblissement de la demande en Chine.

Une route du Nord peu fréquentée

Parallèlement, l'activité économique russe dans la région devrait entraîner une augmentation significative du transport de marchandises à destination et en provenance de l'Arctique russe d'ici 2020. Cette hausse sera principalement liée à deux projets énergétiques *onshore* majeurs : le projet Yamal LNG de Novatek, dont la production attendue est de 16,5 millions de tonnes par an, et le projet pétrolier Novyi Port de Gazprom, qui devrait

15. Rosneft a par exemple reporté en février 2015 l'exploration de plusieurs licences dans l'Arctique. Voir « Rosneft 'prosit perenesti razrabotku shel'fa », *Vedomosti*, 19 février 2015, disponible sur : <www.vedomosti.ru>.

16. K. Zysk, « Maritime Security and International Order at Sea in the Arctic Ocean », in G. Till et R. Ross (dir.), *International Order at Sea. How it is challenged. How it is maintained*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016, p. 141-174.

17. A. Novikova, « Severnyi morskoi put' uvelichit gruzooborot v 50 raz », *Izvestiya*, 7 août 2011, disponible sur : <<https://iz.ru>>.

18. T. Pettersen, « Northern Sea Route No Alternative to Suez – Deputy Minister », *The Barents Observer*, 19 décembre 2013, disponible sur : <<http://barentsobserver.com>>.

19. Pour les statistiques, consulter le Bureau d'information sur la Route Maritime Arctique, disponible sur : <www.arctic-lia.com> et « Northern Sea Route. Focus on Domestic Projects », *The Barents Observer*, 17 octobre 2015, disponible sur : <<http://barentsobserver.com>>.

généraliser jusqu'à 8,5 millions de tonnes²⁰. Ainsi, les livraisons aux ports situés le long de la NSR atteignaient les 6,9 millions de tonnes en décembre 2016, un volume inégalé à l'ère post-soviétique²¹.

La NSR continuera donc de jouer un rôle essentiel dans le transport vers et depuis l'Arctique. Elle jouera peut-être également un rôle de plus en plus important pour la marine russe. Mais étant donné le contexte économique, politique et technologique actuel, son utilisation comme voie maritime majeure reliant l'Europe et l'Asie devrait rester réduite dans un avenir proche.

Les objectifs militaires et stratégiques russes

Les responsables russes soulignent depuis des années que l'Arctique est l'une des régions frontalières les plus stables du pays²². À l'aune des défis sécuritaires et de l'instabilité rencontrés au Sud dans le Caucase, de l'émergence de la Chine à l'Est, et de l'engagement militaire en Ukraine orientale et au Moyen-Orient, le Nord apparaît en effet comme l'exception, une région pacifique présentant peu de questions juridiques non résolues et bénéficiant de la stabilité d'un réseau de mécanismes de gouvernance.

Les projets initiaux de renforcement des capacités de défense étaient plutôt modestes, mais la Russie s'est depuis lancée dans une modernisation militaire à grande échelle de l'Arctique, en particulier dans les domaines maritime et aérien. Sergueï Choïgou, ministre de la Défense, a annoncé en octobre 2014 que des troupes russes seraient stationnées tout le long de la côte arctique, de Mourmansk à Tchoukotka²³. La Doctrine Maritime de 2015 prévoit que la Russie concentre ses efforts, parmi les six régions maritimes d'intérêt (dont les océans Indien et Pacifique, la mer Caspienne et l'Antarctique) sur l'Arctique et l'Atlantique. Enfin, en 2016, le renforcement des capacités militaires de la région a été déclaré mission prioritaire²⁴.

20. «Proekt Novyi Port», *Gazprom Neft*, disponible sur : <www.gazprom-neft.ru> et A. Staalesen, «On Arctic Voyage, Russian Security Boss Talks Up Northern Sea Route», *The Independent Barents Observer*, 5 septembre 2016, disponible sur : <<https://thebarentsobserver.com>>.

21. A. Staalesen, «Record High for Northern Sea Route», *The Independent Barents Observer*, 20 décembre 2016, disponible sur : <<https://thebarentsobserver.com>>.

22. Conseil de sécurité de Russie, communiqué du 27 mars 2009, disponible sur : <www.scrf.gov.ru> ; S. Lavrov, Arctic Council Session, Tromsø, 29 avril 2009, disponible sur : <www.en.mid.ru> et présentation de Vladimir Poutine lors du troisième forum international sur l'Arctique, «Arctic: Territory of Dialogue», 25 septembre 2013, disponible sur : <www.kremlin.ru>.

23. Sergueï Choïgou, cité dans «Rossia v etom godu razmestit vojska po vsemu arkticheskomu poiasu», *Ria Novosti*, 21 octobre 2014, disponible sur : <<https://ria.ru>>.

24. V. Koval, «Voïna - voïnoi, un Arktika po planu», *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 15 janvier 2016.

En dépit de la morosité de l'économie et des coupes budgétaires affectant la quasi-totalité des domaines d'activité de l'État, le budget de la Défense a été sanctuarisé depuis plusieurs années. Les dépenses militaires ont même continué d'augmenter pour atteindre en 2015 une enveloppe de 60 % supérieure, en valeur réelle, à celle de 2010 (91 milliards de dollars²⁵). Ces fonds ont contribué à une modernisation continue et ont alimenté une activité militaire intense dans l'Arctique notamment depuis 2007.

Les intérêts stratégiques russes dans la région sont multiples. On peut citer d'abord le rôle central de l'Arctique dans la dissuasion nucléaire, comme base et zone opérationnelle principale de la Flotte du Nord, et avec les capacités nucléaires déployées dans la péninsule de Kola. L'Arctique concourt donc au maintien du statut de grande puissance de la Russie. La région constitue en outre une porte d'entrée vers l'Atlantique et le Pacifique, ce qui donne au pays la possibilité d'attaquer les lignes de communication maritimes de l'éventuel ennemi. La Russie a réactivé le concept de « bastion », imaginé à l'époque de la guerre froide. En cas de conflit, l'objectif serait de contrôler étroitement le domaine maritime et l'espace aérien situés dans le voisinage immédiat du territoire russe, pour empêcher toute pénétration des forces ennemies. Dans les zones les plus éloignées, la Russie chercherait à interdire l'accès à ses potentiels adversaires.

Le rôle central de l'Arctique dans la dissuasion nucléaire russe

La priorité absolue des efforts de modernisation a été la construction des sous-marins lance-missiles balistiques de quatrième génération (SSBN) de la classe *Borei*, qui actualisent des modèles plus anciens tels que les *SSBN Delta IV*, ainsi que de nouveaux sous-marins d'assaut, y compris le sous-marin nucléaire *Severodvinsk*. À cela s'ajoutent de nouveaux brise-glaces, frégates et corvettes, même s'il convient de souligner que les chantiers navals ont eu du mal à livrer à temps certains bâtiments de surface. La Russie prévoit de créer une infrastructure complète de défense côtière en Arctique, et de déployer des capacités sophistiquées de déni d'accès et d'interdiction de zone, en employant notamment des armes conventionnelles à longue portée de haute précision, et en renforçant son armée de l'Air et sa défense aérienne avec, entre autres moyens, les systèmes de missiles *S-300* et *S-400*. Ces efforts de modernisation ont amélioré la mobilité stratégique des forces russes dans l'Arctique, ainsi que leur temps de réaction et leur capacité à participer à des opérations interarmées. La portée et le rythme futurs de cette modernisation restent néanmoins incertains,

25. S. Oxenstierna, « Russian Military Expenditure », in G. Persson (dir.), *Russian Military Capability in a Ten Year Perspective*, Stockholm, Agence suédoise de recherche pour la défense, 2016, p. 143.

la Russie ne pouvant pas compter sur une croissance économique robuste, ce qui devrait entraîner une réduction des dépenses de défense dans les prochaines années.

La modernisation militaire de l'Arctique a été motivée par la nécessité de renforcer la sécurité et la défense de la Russie en réponse à la perception d'une vulnérabilité croissante dans cette région en cours d'ouverture, et à l'intensification que vont y connaître les activités humaines. Parmi les risques auxquels la Russie estime devoir se préparer figurent de potentiels accidents environnementaux et catastrophes naturelles. Moscou a donc accordé une attention particulière au renforcement de ses capacités dans le domaine des opérations de recherche et de sauvetage, de l'assistance humanitaire et du secours aux sinistrés. Les autorités russes se préparent également à ce que la région puisse à l'avenir être confrontée au terrorisme, à diverses formes de contrebande, ou à l'exploitation illicite de ressources biologiques. Par conséquent, le contrôle et la surveillance des vastes frontières terrestres et maritimes, de l'immense zone économique exclusive et du plateau continental sont considérés comme autant d'objectifs prioritaires.

De surcroît, l'intérêt international de plus en plus marqué à l'endroit de l'Arctique a amplifié le sentiment d'urgence sur la nécessité de renforcer la position de la Russie, et donc d'occuper le terrain militairement²⁶. Il existe aujourd'hui peu de sources potentielles de conflit interétatique dans l'Arctique, par rapport à beaucoup d'autres régions du monde. Le cas délicat de l'archipel norvégien du Svalbard fait peut-être exception. La Russie, avec plusieurs autres pays, a remis en question certaines modalités de l'exercice de la souveraineté de la Norvège sur ces îles et les eaux qui les entourent, et la possibilité d'une escalade sur ce différend ne peut être écartée.

En outre, la région pourrait jouer un rôle important dans un scénario de conflit régional à l'extérieur de l'Arctique. Dans le cas d'une confrontation majeure impliquant de grandes puissances, la Russie pourrait ouvrir un front dans l'Arctique, en s'appuyant sur ses ressources conventionnelles et nucléaires pour gérer l'escalade. De tels scénarios ont fait à plusieurs reprises l'objet d'exercices dans le cadre de manœuvres militaires de grande envergure, dont «Kavkaz-2012», «Zapad-2013» ou «Kavkaz-2016». La Russie est par ailleurs consciente que ses moyens militaires et infrastructures critiques dans l'Arctique pourraient constituer des cibles, et qu'il est donc nécessaire de les protéger. Si les tensions, comme la probabilité d'un conflit,

26. N. Patrouchev, «Sovbez v serdce Arktiki», *Vesti Nedeli*, entretien du 14 septembre 2008, disponible sur : <<http://vesti7.ru>> et Dimitri Medvedev cité dans E. Krivyakina, «Otstupat' Rossii nekuda, pozadi - Arktika», *Komsomol'skaya pravda*, 19 mars 2010.

sont aujourd'hui faibles, la situation pourrait évoluer en cas de confrontation ouverte entre la Russie et une ou plusieurs grandes puissances.

En outre, la place centrale et symbolique de l'Arctique dans l'identité nationale russe en fait un théâtre de choix pour afficher la puissance militaire de la Russie, sur le plan national et international. L'image de la Russie comme principale nation arctique s'inscrit parfaitement dans le roman officiel de « la Russie comme grande puissance », et trouve un écho favorable surtout auprès du public nationaliste qui soutient Vladimir Poutine.

Les objectifs de coopération internationale

La coopération internationale constitue un autre pilier fondamental de la stratégie arctique russe. La Russie est partie prenante à divers cadres de collaboration, à de multiples niveaux : bilatéral (commission de pêche russo-norvégienne, activités de coopération des garde-côtes, opérations de sauvetage, etc.), sous-régional (Conseil euro-arctique de Barents), régional (Conseil de l'Arctique) et international (Organisation maritime internationale²⁷). De plus, la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) constitue un cadre critique pour les relations internationales dans l'Arctique.

Les grands projets économiques évoqués précédemment font que la Russie a tout intérêt à coopérer avec les autres États arctiques pour maintenir une stabilité globale. Les autorités russes se sont en effet efforcées de préserver la coopération des répercussions des tensions qui affectent d'autres régions (Ukraine, Moyen-Orient), et d'offrir l'image d'un acteur responsable. Elles ont en outre manifesté leur volonté de reprendre le cours normal des activités le plus rapidement possible. À l'exception de certains aspects militaires et sécuritaires, la coopération dans l'Arctique n'a globalement pas été perturbée et n'a cessé de progresser.

Obtenir l'extension des limites du plateau continental russe

Grand pays doté d'un littoral étendu, la Russie est l'un des principaux bénéficiaires du régime de la CNUDM, à la fois en termes de zone économique exclusive et de plateau continental. Elle défend donc ce régime, y compris dans l'Arctique. La CNUDM et son article 234 sur les zones recouvertes par les glaces donnent à la Russie le droit d'exercer sur la NSR un contrôle allant au-delà des règles et normes internationales généralement admises. Moscou définit cette route comme une voie maritime nationale

27. O. Stokke, « Environmental Security in the Arctic: the Case for Multilevel Governance », *International Journal*, vol. 66, 2011, p. 835-848.

soumise à la juridiction russe, alors que les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres États de l'Union européenne considèrent la NSR comme un détroit international.

Le droit de la mer constitue également pour la Russie un cadre privilégié pour atteindre l'un de ses objectifs stratégiques les plus importants dans l'Arctique : fixer les frontières encore incertaines, et obtenir l'extension des limites du plateau continental russe au-delà des 200 milles marins. Dans le droit fil de cet objectif, la Russie a signé avec la Norvège un accord sur la délimitation de la frontière dans la mer de Barents en 2010, après plus de 40 ans de négociations²⁸. Par la suite, après des reports répétés et 14 années passées à rassembler des preuves scientifiques, Moscou a finalement soumis les données supplémentaires requises par la Commission des limites du plateau continental de l'ONU (CLCS), à l'appui de sa demande initiale de 2001²⁹. S'il est fait droit à cette requête, 1,2 million de km² du plateau arctique passeront sous juridiction russe³⁰. Le ministère russe des Ressources naturelles estime que cette zone abrite probablement d'importantes réserves, dont 4,9 milliards de tonnes d'équivalent pétrole³¹. Les demandes russes recoupent largement les revendications du Danemark et il y aura sans doute chevauchement avec celles du Canada. Des négociations bilatérales ou multilatérales entre les parties concernées seront dès lors indispensables pour parvenir à une solution.

Moscou a de multiples intérêts à défendre dans l'Arctique. L'attention soutenue portée par les autorités russes à la région, en particulier depuis 2007, montre qu'elles ont conscience de l'importance de l'évolution de l'environnement naturel et du contexte sécuritaire. Cette évolution pourrait avoir, de façon plus large, un impact sur l'équilibre des puissances dans l'Arctique et dans l'Atlantique Nord. La position clé de la Russie, dont le territoire s'étend sur près de la moitié du cercle polaire, le rôle

28. Déclaration conjointe sur la délimitation maritime et la coopération dans la mer de Barents et l'océan Arctique, Oslo, 27 mars 2010, disponible sur : <www.regjeringen.no>.

29. Commission sur les limites du plateau continental (CLCS), « Partial Revised Submission of the Russian Federation to the Commission on the Limits of the Continental Shelf in Respect of the Continental Shelf of the Russian Federation in the Arctic Ocean », Division des Nations unies pour les affaires maritimes et le droit de la mer, disponible sur : <www.un.org>.

30. CLCS, « Outer Limits of the Continental Shelf Beyond 200 Nautical Miles from the Baselines: Submissions to the Commission, Submission by the Russian Federation », Division des Nations unies pour les affaires maritimes et le droit de la mer, disponible sur : <www.un.org>.

31. Ministère russe des Ressources naturelles et de l'Écologie, « Rossmotrenie zayavki Rossiiskoi Federatsii v Komissiyu OON na rasshirenie kontinental'nogo shel'fa v Severnom Ledovitom okeane zaplanirovano na sleduyushchem plenarnom zasedanii », 5 août 2015, disponible sur : <www.mnr.gov.ru>.

important de l'Arctique dans l'économie nationale, la politique de défense et la stratégie militaire, lui confèrent un rôle unique et alimentent la détermination de Moscou à peser sur l'avenir de la région.

Les politiques mises en œuvre dans la dernière décennie ont permis de faire avancer certains objectifs stratégiques, en particulier dans les domaines de la défense, de la compétence juridictionnelle et de la coopération internationale, et dans une moindre mesure en matière économique. Alors que l'Arctique devrait continuer à s'ouvrir du fait du changement climatique, le développement économique devrait suivre, même s'il sera sans doute non linéaire. Il dépendra en effet d'un éventail de facteurs internes et externes, dont les limites de l'économie russe, les priorités de politique étrangère de Moscou, et les répercussions de la conjoncture économique et politique mondiale. Ces facteurs contribueront à façonner le contenu, la portée et les progrès de mise en œuvre des objectifs stratégiques russes dans l'Arctique.

Moscou devrait persévérer dans la voie de la coopération internationale, dans des domaines variés et en s'appuyant sur une rhétorique globalement conciliatrice, tout en poursuivant des objectifs apparemment contradictoires de concurrence et de renforcement de la défense et de la dissuasion. Or la frontière entre défense et attaque est traditionnellement floue dans la stratégie militaire russe. Bien que son approche puisse parfois paraître déconcertante, la Russie s'est néanmoins révélée parfaitement capable d'assumer cette ambivalence.



Mots clés

Arctique
Russie
Économie russe
Défense russe

